

Un Observatoire de l'enseignement de l'Histoire en Europe. Pour quoi faire ?

Par [Pierre Waline](#) le sam 19/06/2021 - 06:44



Alain Lamassoure, invité de l'Institut français de Budapest

Alain Lamassoure, qui fut entre autres ministre délégué aux Affaires européennes dans le gouvernement Balladur, avant de siéger vingt années durant au Parlement européen (1999-2019) se déclare Européen convaincu, en même temps que patriote attaché à l'autonomie de son pays. Ce qui n'est pas incompatible.

Tel est l'esprit dans lequel a été conçu cet „*Observatoire de l'enseignement de l'Histoire en Europe*” dont il assume la paternité (et la présidence). De quoi s'agit-il en un mot ? Dresser un inventaire („une photographie”) de la place et du mode d'enseignement de cette matière dans les pays du Conseil de l'Europe pour tenter,

non pas de fixer un axe commun, mais de mettre à disposition des informations factuelles sur l'état de l'enseignement de l'histoire dans les pays participants. L'objectif à terme étant de faciliter l'échange de bonnes pratiques et un apprentissage mutuel. En l'état actuel, dix-sept États ont d'ores et déjà confirmé leur participation au projet (1). *„Il s'agit non pas de concocter un récit historique paneuropéen, ni de notifier aux États des instructions en matière d'enseignement. L'idée fondatrice (2) est davantage de mieux savoir ce qui se fait, et de le rendre public.”*

Alain Lamassoure est tout d'abord parti d'un constat. Constat et paradoxe. Alors qu'avec le développement et la propagation des réseaux sur le net, nous avons désormais accès à une masse considérable d'informations précieuses pour l'historien, la place de l'histoire et des sciences humaines est depuis deux décennies en nette régression face aux sciences exactes. Autre constat, l'énorme disparité entre les pays de l'Union européenne quant à la place accordée à l'enseignement de l'histoire et à la façon dont cette matière est enseignée (pour peu qu'elle le soit...).



Quelques exemples (et surprises). „L’histoire n’est pas une matière obligatoire partout en fin d’études secondaires. Et là où elle n’est qu’une option, elle est de moins en moins choisie. Aux Pays-Bas, seuls un tiers des bacheliers optent pour l’histoire, en Pologne la proportion est tombée à 8 %. Au Royaume-Uni, l’abandon de l’histoire comme matière obligatoire au niveau du brevet et du bac s’est répercuté en amont dans le primaire, où les professeurs ne consacrent plus que 4 % du temps à une discipline ainsi dévalorisée. Le Danemark et la Finlande vont encore plus loin : l’histoire est bien obligatoire en primaire, mais les sujets sont laissés à la discrétion de chaque enseignant. En Allemagne, en Autriche et en Estonie, la solution est plus simple : l’histoire n’est pas enseignée du tout en primaire. Elle est remplacée par une « sensibilisation à l’espace et au temps », qui comporte notamment l’hygiène dentaire et la sécurité routière!... L’Irlande est un étonnant cas contraire : l’histoire n’y est obligatoire qu’en primaire (qui dure jusqu’à 12 ans). Même là où l’histoire reste une matière obligatoire jusqu’en terminale, presque partout, ces dernières années, les heures d’enseignement ont eu tendance à se réduire, tout comme leur coefficient dans l’examen de fin d’études.”

Autre constat. Ce qui est enseigné reste souvent plus proche de la propagande nationaliste que de l’enseignement d’une histoire aussi impartiale que possible. „Chacun sachant ce qui se passe chez lui, mais ignorant totalement ce qui est enseigné chez les voisins. ” Sans compter que, ce que l’on comprendra aisément, les grands événements ne sont pas abordés de la même façon d’un pays à l’autre. « On ne demandera pas aux Français et aux Allemands de raconter de la même manière le 11-Novembre 1918, ni aux Hongrois et aux Roumains de faire une présentation commune du traité de Trianon, pas davantage aux Polonais, aux Britanniques et aux Russes de fêter de la même manière les armistices de mai 1945. Mais ces récits différents, exprimant des sentiments populaires contradictoires, d’événements qui ont généré des affrontements ultérieurs, doivent être présentés dans un esprit de réconciliation entre États, nations, peuples, communautés ethniques ou religieuses. Comme cela a été fait à travers le manuel franco-allemand.”

Le but est donc clair : **pas un récit unique mais une meilleure connaissance des autres récits.** La vraie valeur ajoutée de l’observatoire sera de rassembler, compléter et harmoniser la présentation de ces données pour en faciliter la comparaison, et de les mettre à la disposition d’un public beaucoup plus large que les experts habituels. Pour permettre le plus large des débats publics.

Pour ce faire, l'Observatoire, outre son Comité directeur regroupant les représentants des 17 États membres, s'appuie sur un Conseil scientifique consultatif rassemblant 11 personnalités réputées pour leurs compétences, totalement indépendantes. Personnalités qui représentent les diverses disciplines touchant au sujet, des enseignants aux ethnologues, en passant par les spécialistes en matière d'histoire diplomatique ou des religions, jusqu'aux archéologues. Appelés à établir des rapports à espaces réguliers.

Un projet ambitieux, mais qui devrait permettre à terme un rapprochement et - pourquoi pas ? - un début de réconciliation par une meilleure connaissance des approches de chacun. Encore une fois, sans imposer quoi que ce soit.

Une initiative à laquelle nous ne pouvons que souhaiter succès. Un vœu qui devrait a priori se voir à terme exhaussé, comme en témoigne le nombre des gouvernements intéressés, en principe prêts à rejoindre le groupe.

Mais n'allons pas trop vite ! Ce n'est là qu'un début, et la tâche sera de longue haleine...

Pierre Waline

(1): Albanie, Andorre, Arménie, Chypre, Espagne, France, Géorgie, Grèce, Irlande, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Portugal, Fédération de Russie, Serbie, Slovénie et Turquie.

(2): lancée en mai 2019 sous la présidence française du Conseil de l'Europe.

- 80 vues

Catégorie

Histoire, idées